

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 9 juin 1966, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant des dispositions temporaires dérogeant aux règles établies pour le déroulement de la carrière des agents de l'Etat", a donné le 22 juin 1966 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 9e juni 1966 door de Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende tijdelijke bepalingen die afwijken van de regelen vastgesteld voor de afwikkeling van de loopbaan van het Rijkspersoneel", heeft de 22e juni 1966 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet de suspendre temporairement certaines des nouvelles règles relatives au recrutement et à la carrière des agents de l'Etat, qui ont été établies par la réforme statutaire entrée en vigueur le 1er août 1964. Il remet en vigueur certaines des règles qui étaient applicables le 31 juillet 1964.

Intitulé.

Le projet modifie non seulement les règles relatives à la carrière, mais aussi les règles relatives au recrutement des agents (voyez l'article 3); il y aurait donc lieu de rédiger l'intitulé de la façon suivante :

"Arrêté royal portant des dispositions temporaires dérogeant aux règles relatives au recrutement et à la carrière des agents de l'Etat".

Préambule.

Le premier considérant serait mieux rédigé comme suit :

"Considérant que l'application intégrale du régime institué par l'arrêté royal du 7 août 1939 tel qu'il a été modifié, et par l'arrêté royal du 20 juillet 1964 réclame une adaptation minutieuse du règlement organique de chaque Ministère et une étude approfondie du contenu des épreuves de recrutement et de carrière; "

.../...

Le troisième considérant devrait être rédigé comme suit :

"Considérant qu'il convient dès lors de déroger temporairement à certaines des règles nouvelles qui doivent désormais gouverner le recrutement et la carrière des agents de l'Etat, en s'inspirant du régime en vigueur le 31 juillet 1964; ".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Premier alinéa. Plusieurs dispositions de l'arrêté royal du 7 août 1939 modifié exigent, pour la promotion à certains grades, la réussite, soit de l'examen de direction, soit de l'examen de maturité professionnelle, soit de l'examen de confirmation professionnelle (voyez les articles 41, 42, 44, 46, 48, 51, 53, 54, 56, 57 et 58).

Le projet dispose que la réussite de tels examens n'est pas requise pour l'application des dispositions qui gouvernent la carrière des agents de l'Etat. Le projet n'indique pas de façon expresse à quelles dispositions statutaires il entend temporairement déroger. Il est recommandé, pour assurer la sécurité juridique, de mentionner expressément les dispositions réglementaires qui, temporairement, ne seront plus applicables. Il est, dès lors, proposé de remplacer l'alinéa 1er par un § 1er qui serait rédigé de la façon suivante :

.../...

"§ 1er. L'organisation des examens de direction, de maturité professionnelle et de confirmation professionnelle est suspendue.

La réussite de tels examens n'est pas requise pour l'application des articles 41, 44, 46, 48, 51, 53, 56, 57 et 58 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat".

Si le Gouvernement avait l'intention d'apporter des dérogations à d'autres dispositions statutaires, le texte proposé ci-dessus devrait être complété.

Alinéa 2. La première phrase de cet alinéa a pour effet de remettre en vigueur des textes propres à certains Ministères, qui **subordonnaient** à la réussite d'un examen la nomination à certains grades et qui ont été abrogés par l'article 9 de l'arrêté royal du 16 mars 1964, modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et certains autres arrêtés relatifs au statut des agents de l'Etat. Cette disposition a aussi pour effet de remettre en vigueur les textes antérieurs à la réforme réalisée le 16 mars 1964, qui étaient applicables à l'ensemble des Ministères et qui soumettaient à un examen la nomination à certains grades (par exemple le grade de sous-chef de bureau - arrêté du Régent du 23 juin 1948). L'abrogation de chacun de ces textes n'a pas été réalisée de façon expresse et pour certains d'entre eux, on peut se demander s'ils étaient ou non contraires aux règles nouvelles et, par conséquent, s'ils ont ou non été abrogés.

.../...

La disposition qui remet ces arrêtés en vigueur présente la même imprécision que celle qui les a abrogés. En effet, elle n'indique pas expressément quels sont les textes qui sont remis en vigueur. Des contestations pourraient surgir si la réglementation que le Gouvernement entend remettre en vigueur n'était pas indiquée de façon précise. Il faut également éviter d'obliger les administrés à un travail de recherche et d'interprétation, parfois compliqué, en vue de connaître les dispositions réglementaires que l'autorité a entendu remettre en vigueur.

Le procédé auquel le projet a recours présente un second inconvénient. Les textes qui soumettaient à un examen la nomination à certains grades ne se bornaient pas toujours à imposer cette seule condition de nomination. Fréquemment, en effet, ils exigeaient, en outre, soit la possession d'un grade déterminé, soit une certaine ancienneté, soit d'autres conditions d'aptitude. L'alinéa 2 ne permet pas de savoir si ces textes seront intégralement remis en vigueur et si, par conséquent, toutes les conditions de nomination qui étaient précédemment exigées seront imposées ou si, au contraire, ils ne seront remis en vigueur que dans la mesure où ils imposaient un examen. Dans cette seconde hypothèse, pourraient se présenter à l'examen et, en cas de réussite, être promus, tous les candidats qui satisfont aux conditions requises par l'arrêté royal du 7 août 1939 tel que l'application en sera modifiée par l'arrêté en projet.

.../...

S'il semble résulter du troisième alinéa que la seconde hypothèse correspond aux intentions du Gouvernement, par contre, le préambule tend à faire croire que l'intention du Gouvernement serait de remettre ~~aussi~~ en vigueur tout le régime qui était applicable le 31 juillet 1964, c'est-à-dire aussi les dispositions particulières qui soumettaient la participation aux épreuves à certaines conditions.

En raison des difficultés qui sont signalées ci-dessus, il s'impose de rédiger le texte d'une façon plus précise, en indiquant expressément les arrêtés qui sont remis en vigueur et en mentionnant éventuellement les modifications qui ont été apportées à ces arrêtés.

La deuxième phrase de l'alinéa 2 appelle les mêmes observations puisqu'elle remet en vigueur des textes qui sont actuellement abrogés, sans mentionner expressément ces textes.

Compte tenu des observations qui précèdent, il est proposé de rédiger l'alinéa 2, devenant le § 2, de la façon suivante, la deuxième phrase de cet alinéa 2 étant reprise au § 3 proposé plus loin :

Première formule (présentée dans l'hypothèse où toutes les conditions de nomination sont remises en vigueur) :

"§ 2. Dans tous les Ministères, la promotion par avancement au grade de ... est soumise aux conditions qui étaient imposées par l'arrêté royal du ... , modifié par les arrêtés royaux des ...

.../...

Au Ministère ... , la promotion par avancement au grade de ... est soumise aux conditions qui étaient imposées par l'arrêté royal du ... , modifié par les arrêtés royaux des ... ".

Deuxième formule (présentée dans l'hypothèse où seul l'examen est imposé comme condition nouvelle de nomination) :

"§ 2. Dans tous les Ministères, la promotion par avancement au grade de ... est subordonnée à la réussite de l'épreuve qui était prescrite par l'arrêté royal du ... , modifié par les arrêtés royaux des ...

Au Ministère ... , la promotion par avancement au grade de ... est subordonnée à la réussite de l'épreuve qui était prescrite par l'arrêté royal du ... , modifié par les arrêtés royaux des ...

Peuvent se présenter à ces épreuves et, en cas de réussite, être promus, tous les agents qui satisfont aux conditions imposées pour être promus par l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par le présent arrêté".

Alinéa 3. Il est proposé de remplacer cet alinéa par un paragraphe, qui serait rédigé de la façon suivante :

"§ 3. Les épreuves prescrites par les arrêtés mentionnés au § 2 sont organisées selon les modalités qui étaient fixées par l'arrêté royal du ... , modifié par l'arrêté royal du ...

Ces modalités concernent ... " (la suite comme au projet) ...

.../...

Article 2.

Les articles 61, 62 et 63 de l'arrêté royal du 7 août 1939 concernent l'octroi du principalat. Il résulte du projet que le principalat ne pourra être accordé que dans les cas où un examen d'avancement est imposé par l'article 1er.

Si la rédaction proposée pour l'article 1er est adoptée, il y aura lieu de remplacer les mots "2ème alinéa" par "§ 2".

Article 3.

Cet article suspend la promotion par admission au niveau supérieur au sens des nouvelles dispositions statutaires, c'est-à-dire la possibilité pour l'agent de l'Etat de participer en sa qualité d'agent de l'Etat à un concours de recrutement du niveau supérieur.

Il déroge :

- 1° à l'article 29 de l'arrêté royal du 7 août 1939;
- 2° à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif aux épreuves de recrutement et de carrière des agents de l'Etat.

Ces dérogations devraient être mentionnées explicitement.

+

+ +

.../...

L'alinéa 2 appelle la même observation que l'alinéa 2 de l'article 1er.

L'alinéa 2 de l'article 3, de même que l'alinéa 3 de l'article 4, a notamment pour effet de remettre en vigueur les dispositions de l'arrêté royal du 20 janvier 1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent de recrutement, qui a été abrogé expressément par l'article 30 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif aux épreuves de recrutement et de carrière des agents de l'Etat.

Avant de remettre en vigueur la réglementation qui était contenue dans l'arrêté royal du 20 janvier 1939, le Gouvernement devra décider dans quelle **mesure** celle-ci devra subir des adaptations à la suite de modifications apportées aux règles statutaires par la réforme réalisée en 1964, telle, par exemple, la fusion, sous la dénomination de secrétaire d'administration, des anciens grades de secrétaire d'administration et de chef de bureau (article 30 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat). Jusqu'au 31 juillet 1964, les secrétaires d'administration étaient recrutés par un concours d'admission au stage et les chefs de bureau étaient nommés à la suite d'un concours d'accession à la catégorie supérieure. Il résulte du projet qu'il y aura des secrétaires d'administration qui seront recrutés par un concours d'admission au stage et d'autres qui seront nommés à la suite d'un concours d'accession.

.../...

Cette observation vaut également pour les autres articles du projet qui remettent en vigueur des textes abrogés tels les articles 1er, 4 et 10.

+ +

A l'alinéa 3, il paraît nécessaire de préciser que parmi les modalités du concours figurent les dispositions indiquant l'ordre dans lequel les lauréats du concours sont appelés en service. L'article 20 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 contient, en effet, pour l'entrée en service, des dispositions particulières auxquelles le projet déroge.

Compte tenu des observations qui précèdent, il est proposé de rédiger l'article 3 de la façon suivante :

"Article 3.-

§ 1er. Par dérogation à l'article 29 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, les concours de recrutement sont réservés aux seuls candidats qui y participent en qualité d'étranger à l'administration.

§ 2. Par dérogation à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif aux épreuves de recrutement et de carrière des agents de l'Etat, les modalités des concours de recrutement sont celles qui étaient établies par l'arrêté royal du ... , modifié par les arrêtés royaux des ...

.../...

Ces modalités concernent la détermination et le contenu du programme de l'épreuve, son agencement interne, le mode de cotation, la qualification requise des membres des jurys, la désignation de ces membres, la détermination de l'autorité chargée d'organiser l'épreuve et l'ordre dans lequel les lauréats sont appelés en service".

Article 4.

Les nouvelles règles statutaires qui sont entrées en vigueur le 1er août 1964 ont introduit une nouvelle terminologie qui parfois reprend, mais dans un sens différent, une expression qui était déjà employée par l'ancien statut (dans son avis le Conseil d'Etat avait fait à ce sujet une observation qui a été reproduite dans l'instruction générale du 31 juillet 1964, relative à la réforme statutaire et pécuniaire dans les administrations de l'Etat - Moniteur belge du 10 novembre 1964, pp.11.794 et 11.795). On peut citer comme exemple "l'accession à la catégorie supérieure", qui, dans l'ancien statut, était la seule façon pour un agent d'être promu à la catégorie supérieure et qui a été remplacée par deux modes distincts, "l'admission au niveau supérieur" et "l'accession au niveau supérieur". Le régime statutaire prévu par le projet comprend, à la fois, des anciennes et des nouvelles règles statutaires, ce qui présente des difficultés au point de vue de la terminologie. En outre, le premier alinéa de l'article 4 dispose que "les promotions par admission au niveau supérieur sont subordonnées à la réussite d'un concours d'accession". Dans cette phrase, le terme

.../...

"admission", qui n'existait pas dans l'ancien statut, est employé dans un sens différent de celui qu'il a dans le nouveau statut. Quant au terme "accession", il est pris au sens de l'ancien statut. Le texte proposé évite les difficultés résultant de cette terminologie imprécise.

+

+ +

L'article 4 déroge à l'article 29 de l'arrêté royal du 7 août 1939. Cette dérogation devrait être mentionnée à l'alinéa 1er. Compte tenu des observations qui précèdent, il est proposé de rédiger l'alinéa 1er de la façon suivante :

"Par dérogation à l'article 29 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, les promotions à un grade du niveau supérieur sont subordonnées à la réussite d'un concours d'accession".

A l'alinéa 3, il y a lieu, pour les motifs déjà mentionnés, d'indiquer expressément les dispositions réglementaires qui sont remises en vigueur. Il est, dès lors, proposé de rédiger cet alinéa de la façon suivante :

"Les modalités des concours d'accession sont celles qui étaient établies par l'arrêté royal du ... , modifié par les arrêtés royaux des ... ".

+

+ +

.../...

Il est proposé de rédiger l'alinéa 4 de la façon suivante :

"Les modalités visées à l'alinéa 3 sont celles qui sont énumérées à l'article 3, § 2, alinéa 2 ".

+

+ +

Tenant compte du texte proposé pour l'alinéa 1er, il est suggéré de rédiger comme suit l'alinéa 6 :

"Si, durant cette période, il est nécessaire de procéder à des promotions au grade du niveau supérieur, pour lequel ils ont concouru, ces promotions leur sont conférées par priorité et dans l'ordre de leur classement".

Article 6.

Cet article délègue au conseil de direction, sous réserve de l'accord du Ministre ou du chef d'administration, le pouvoir de fixer certains règlements complémentaires. Il déroge ainsi à l'article 6 du statut des agents de l'Etat, en déléguant un pouvoir réglementaire réservé au Roi et en supprimant l'intervention du Ministre de la Fonction publique. Si la suspension temporaire de la règle qui prévoit l'intervention du Ministre de la Fonction publique ne soulève pas de difficultés, par contre, la délégation au conseil de direction et au chef d'administration d'un pouvoir réglementaire que la Constitution attribue au Roi est critiquable. On peut admettre que, pour régler des

.../...

questions accessoires et en attendant la revision générale des règlements organiques, le pouvoir réglementaire du Roi soit temporairement délégué au Ministre. Mais pareille délégation ne peut être attribuée à un collège de fonctionnaires ou à un chef d'administration.

Le pouvoir de déterminer les grades qui donnent accès à un autre grade devrait donc être réservé au Ministre, le conseil de direction n'intervenant que pour émettre un avis ou pour formuler une proposition. Si le texte prévoit l'avis préalable du conseil de direction, le Ministre ne sera pas lié par cet avis. Par contre, si le texte prévoit une proposition du conseil de direction, le Ministre ne pourra pas s'écarter de la solution proposée par le conseil de direction; tout au plus pourra-t-il, en cas de désaccord, inviter le conseil de direction à lui présenter de nouvelles propositions. La solution qui prévoit la proposition du conseil de direction est plus conforme aux intentions du Gouvernement, telles qu'elles résultent du projet, que celle qui prévoit l'avis de ce collège.

Quelle que soit au surplus l'autorité qui sera compétente pour les prendre, les dispositions qui seront prises en exécution de l'article 6 du projet devront être soumises à la consultation syndicale, en vertu de l'article 6 de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics.

Il est proposé de rédiger l'article 6 de la façon suivante :

.../...

"Article 6.-

Par dérogation à l'article 6 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, chaque Ministre peut, à défaut de règlement organique et dans la mesure où il le juge nécessaire, fixer, pour chacun des grades à conférer par changement de grade ou par avancement de grade, la liste des grades qui y donnent accès, en tenant compte de la qualification professionnelle requise par la nature de la fonction correspondant au grade à conférer.

L'arrêté ministériel visé à l'alinéa 1er est pris sur proposition du conseil de direction. Il ne peut déroger ni aux conditions de rang, ni aux conditions d'ancienneté prévues, pour la promotion au grade à conférer, par l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat".

Article 7.

Compte tenu du texte proposé pour l'article 6, les mots "le conseil de direction" devraient être remplacés par les mots "le Ministre".

Article 8.

Cette disposition déroge à l'ordre des promotions tel qu'il est établi par les articles 31 à 34 de l'arrêté royal du 7 août 1939. Cette dérogation devrait être indiquée expressément. Cet article devrait donc être rédigé de la façon suivante :

.../...

"Article 8.-

Par dérogation aux articles 31 à 34 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat ... (la suite comme au projet) ... ".

Article 9.

Cette disposition déroge aux articles 31 à 33 de l'arrêté royal du 7 août 1939. Cette dérogation devrait être indiquée expressément. Cet article devrait donc être rédigé de la façon suivante :

"Article 9.-

Par dérogation aux articles 31 à 33 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, les promotions par avancement à un grade classé au rang 13, qu'elles soient ou non subordonnées à la réussite d'une épreuve, sont accordées par Nous, après avis motivé du conseil de direction et selon la procédure prévue par l'article 26, §§ 1er à 3, de l'arrêté royal précité.

Les agents signalés "Très bon" ont priorité sur tous les autres candidats".

.../...

Article 10.

Pour les raisons qui ont déjà été données, il y a lieu d'indiquer expressément le texte qui est rendu applicable. A moins que l'existence de textes particuliers s'y oppose, il conviendrait donc de remplacer les mots "est celui qui était applicable le 31 juillet 1964" par les mots "est celui qui a été fixé par le secrétaire permanent au recrutement le ... et modifié le ...".

Article 11.

A cet article, il y a lieu de remplacer les mots "d'un grade au plus équivalent à ce grade supprimé" par les mots "d'un grade équivalent au grade supprimé ou d'un grade d'un rang inférieur à celui du grade supprimé".

Il résulte de cet article que l'agent pourra être nommé non pas au grade de l'emploi vacant, mais au grade qui a été supprimé.

Article 12.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 12.-

L'application des dispositions organiques, complémentaires ou particulières, qui fixent les conditions de nomination à certains grades et qui sont entrées en vigueur au plus tôt le 1er août 1964 est suspendue dans la mesure où ces dispositions sont contraires aux règles dérogatoires et temporaires établies par le présent arrêté".

.../...

Article 13.

Il résulte de cette disposition que, dans les administrations où existait, le 31 juillet 1964, un règlement organique, l'application de l'arrêté actuellement en projet pourra être écartée et que les règles qui étaient en vigueur le 31 juillet 1964 pourront être remises en vigueur "moyennant l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions". Le projet omet de préciser quelle est l'autorité qui pourra, avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, décider la modification de la réglementation qu'il prévoit.

Selon les explications qui ont été données par le délégué du Ministre, c'est le Roi qui prendra les mesures réglementaires annoncées par l'article 13 du projet. En conséquence, cet article pourrait être rédigé de la façon suivante :

"Article 13.-

Des arrêtés royaux, pris après accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, peuvent écarter l'application du présent arrêté, dans les administrations de l'Etat où, le 31 juillet 1964, un règlement organique, pris en exécution du statut des agents de l'Etat, était en vigueur.

Ces arrêtés royaux peuvent décider que, dans les administrations visées à l'alinéa 1er, les nominations aux grades correspondant aux emplois qui deviennent vacants avant le 31 décembre 1967, seront faites selon les règles qui étaient applicables le 31 juillet 1964, sous réserve des modifications qu'ils y apporteraient éventuellement".

.../...

Article 14.

Selon cet article, l'arrêté en projet cesse de produire ses effets le 31 décembre 1967.

Toutefois, tel qu'il est rédigé, l'article 13, alinéa 2, permet de procéder à des nominations sur base des règles qu'il édicte même après le 31 décembre 1967; la seule condition prévue est, en effet, que l'emploi soit devenu vacant avant cette date.

Par ailleurs, l'article 4, alinéas 5 et 6, permet aux lauréats de concours d'accession, non classés en ordre utile, de bénéficier éventuellement d'une promotion dans un délai de trois ans.

Dès lors, l'article 14 devrait tenir compte de ces situations et être complété comme suit :

"... Il cesse de produire ses effets le 31 décembre 1967 sous réserve de l'application des articles 4, alinéas 5 et 6, et 13, alinéa 2 ".

Het ontwerp strekt tot tijdelijke opschorting van een aantal van de nieuwe regelen betreffende de werving en de loopbaan van het Rijkspersoneel, die zijn ingevoerd door de op 1 augustus 1964 in werking getreden statuuthervorming. Het stelt een aantal regelen die op 31 juli 1964 van toepassing waren, opnieuw in werking.

Opschrift.

Het ontwerp wijzigt niet alleen de regelen betreffende de loopbaan maar ook die betreffende de werving van de ambtenaren (zie artikel 3), zodat het opschrift als volgt zou moeten worden gelezen :

"Koninklijk besluit houdende tijdelijke bepalingen tot afwijking van de regelen betreffende de werving en de loopbaan van het Rijkspersoneel".

Aanhef.

De eerste considerans kan beter als volgt worden gelezen :

"Overwegende dat de integrale toepassing van de regeling die door het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, zoals het gewijzigd is, en door het koninklijk besluit van 20 juli 1964 is ingesteld, een zorgvuldige aanpassing van het organiek reglement van ieder Ministerie en een grondig onderzoek van de inhoud der wervings- en loopbaanexamens noodzakelijk maakt;"

.../...

De derde considerans leze men als volgt :

"Overwegende dat derhalve tijdelijk dient te worden afgeweken van sommige nieuwe regelen die voortaan voor de werving en de loopbaan van de Rijksambtenaren moeten gelden, uitgaande van de regeling die op 31 juli 1964 van kracht was ; ".

ARTIKELEN.

Artikel 1.

Eerste lid. Verscheidene bepalingen van het gewijzigde koninklijk besluit van 7 augustus 1939 eisen, voor de bevordering tot bepaalde graden, dat de betrokkenen slagen hetzij voor het examen voor leidinggevende ambten, hetzij voor het examen tot vaststelling van de beroepsmaturiteit, hetzij voor het examen tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid (zie de artikelen 41, 42, 44, 46, 48, 51, 53, 54, 56, 57 en 58).

Het ontwerp bepaalt dat "het slagen voor zodanige examens niet vereist is voor de toepassing van de bepalingen welke de loopbaan van het Rijkspersoneel regelen". Het zegt niet uitdrukkelijk van welke statuutbepalingen het tijdelijk wil afwijken. Ter wille van de rechtszekerheid, wordt aanbevolen uitdrukkelijk te stellen welke verordeningbepalingen tijdelijk geen toepassing meer zullen vinden. Derhalve wordt voorgesteld het eerste lid te vervangen door een § 1, die als volgt kan worden gelezen :

.../...

"§ 1. De organisatie van de examens voor leidinggevende ambten, van de examens tot vaststelling van de beroepsmaturiteit en van de examens tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid wordt opgeschort.

Het slagen voor zodanige examens is niet vereist voor de toepassing van de artikelen 41, 44, 46, 48, 51, 53, 56, 57 en 58 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel".

Mocht de Regering van nog andere statuutbepalingen willen afwijken, dan zou die voorgestelde tekst moeten worden aangevuld.

Tweede lid. De eerste volzin van dit lid heeft tot gevolg dat voor bepaalde Ministeries geldende teksten die de benoeming tot sommige graden afhankelijk maakten van het slagen voor een examen en opgeheven zijn door artikel 9 van het koninklijk besluit van 16 maart 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en van sommige andere besluiten betreffende het statuut van het Rijkspersoneel, opnieuw in werking worden gesteld. Een ander gevolg is dat opnieuw in werking worden gesteld de teksten van vóór de op 16 maart 1964 tot stand gekomen hervorming, die van toepassing waren op alle Ministeries en een examen eisten voor benoeming in sommige graden (bijvoorbeeld de graad van onderbureauchef - besluit van de Regent van 23 juni 1948 -). De opheffing van elk van die teksten is niet uitdrukkelijk geschied en voor sommige daarvan kan men zich afvragen of zij al dan niet met de nieuwe regelen in strijd waren en dus ook of zij al dan niet opgeheven zijn.

.../...

De bepaling die bedoelde besluiten opnieuw in werking stelt, is even vaag als die welke ze heeft opgeheven. Zij zegt immers niet uitdrukkelijk welke teksten opnieuw in werking worden gesteld. Geschillen zouden kunnen ontstaan als niet precies wordt aangegeven welke de reglementering is die de Regering opnieuw in werking wenst te stellen. Ook moet worden vermeden, de bestuurden te verplichten tot vaak ingewikkelde opzoekingen en interpretaties om te weten te komen welke verordeningsbepalingen de overheid opnieuw in werking heeft willen stellen.

Aan het procédé van het ontwerp is nog een tweede nadeel verbonden. De teksten die voor benoeming in bepaalde graden een examen eisten, beperkten zich niet steeds tot die ene benoemingsvoorwaarde. In vele gevallen moesten de betrokkenen ook ofwel een bepaalde graad ofwel een bepaalde anciënniteit hebben, of nog aan andere geschiktheidseisen voldoen. Uit het tweede lid kan niet worden opgemaakt of die teksten geheel opnieuw in werking worden gesteld en of derhalve alle vroegere benoemingseisen opnieuw zullen gelden, dan wel of die teksten alleen opnieuw in werking zullen worden gesteld voor zover zij een examen eisten. In dit tweede geval zouden zich voor het examen mogen aanmelden en, als zij slagen, bevorderd kunnen worden, alle gegadigden die voldoen aan de eisen van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, zoals de toepassing daarvan door het ontwerp-besluit zal zijn gewijzigd.

Lijkt het derde lid erop te wijzen dat de Regering wel het tweede geval op het oog heeft, de aanhef van zijn kant wekt de indruk dat het in de bedoeling van de Regering ligt ook de gehele regeling die op 31 juli 1964 van toepassing was, opnieuw in werking te stellen, dus ook de bijzondere bepalingen die voorwaarden stelden voor deelneming aan de examens.

Wegens al die moeilijkheden is het nodig de tekst nauwkeuriger te stellen en dus te besluiten die opnieuw in werking worden gesteld, uitdrukkelijk te vermelden met eventuele opgaaf van de wijzigingen welke zij hebben ondergaan.

Bij de tweede volzin van het tweede lid zijn dezelfde opmerkingen te maken, want hij stelt thans opgeheven teksten opnieuw in werking, zonder ze uitdrukkelijk te vermelden.

Met inachtneming van wat hiervoren is opgemerkt, wordt voorgesteld het tweede lid, dat dan § 2 wordt, als volgt te lezen, terwijl de tweede volzin van dat tweede lid komt te staan in een § 3 waarvoor verder een tekst wordt voorgesteld.

Eerste formule (voorgesteld voor het geval dat alle benoemingseisen opnieuw van kracht worden) :

"§ 2. In alle Ministeries gelden voor de bevordering door verhoging in de graad van..., de eisen die gesteld waren in het koninklijk besluit van ..., gewijzigd bij de koninklijke besluiten van ...

.../...

In het Ministerie ..., gelden voor de bevordering door verhoging in de graad van ..., de eisen die gesteld waren door het koninklijk besluit van ..., gewijzigd bij de koninklijke besluiten van ...".

Tweede formule (voorgesteld voor het geval dat alleen het examen als nieuwe benoemingseis wordt opgelegd) :

"§ 2. In alle Ministeries is de bevordering door verhoging in de graad van ... afhankelijk van het slagen voor het examen dat was voorgeschreven door het koninklijk besluit van ..., gewijzigd bij de koninklijke besluiten van ...

In het Ministerie ..., is de bevordering door verhoging in de graad van ... afhankelijk van het slagen voor het examen dat was voorgeschreven door het koninklijk besluit van ..., gewijzigd bij de koninklijke besluiten van ...

Alle ambtenaren die voldoen aan de eisen inzake bevordering opgelegd door het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij dit besluit, mogen zich voor die examens aanmelden en kunnen, als zij slagen, worden bevorderd".

Derde lid. Voorgesteld wordt, dit lid te vervangen door een paragraaf, die als volgt kan worden gelezen :

"§ 3. De examens voorgeschreven door de in § 2 vermelde besluiten worden georganiseerd volgens de regelen die waren vastgesteld in het koninklijk besluit van ..., gewijzigd bij het koninklijk besluit van ...

Deze regelen hebben betrekking ... (voorts zoals in het ontwerp) ... ".

Artikel 2.

De artikelen 61, 62 en 63 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 hebben betrekking op de toekenning van het principalaat. Uit het ontwerp blijkt dat het principalaat alleen maar zal kunnen worden toegekend in de gevallen dat een bevorderingsexamen is opgelegd door artikel 1.

Wordt de voor artikel 1 voorgestelde redactie aangenomen, dan moeten de woorden "tweede lid" worden vervangen door "§ 2".

Artikel 3.

Dit artikel schort de bevordering door toelating tot het hoger niveau, in de zin van de nieuwe statuutbepalingen, op, dit is de mogelijkheid voor de Rijksambtenaar om in zijn hoedanigheid van Rijksambtenaar deel te nemen aan een vergelijkend examen voor werving in het hoger niveau.

Het wijkt af :

- 1° van artikel 29 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 ;
- 2° van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de wervings- en loopbaanexamens van het Rijkspersoneel.

Die afwijkingen zouden uitdrukkelijk moeten worden vermeld.

+

+ +

.../...

Bij het tweede lid is dezelfde opmerking te maken als bij het tweede lid van artikel 1.

Het tweede lid van artikel 3, zoals trouwens ook het derde lid van artikel 4, heeft onder meer tot gevolg dat opnieuw in werking worden gesteld de bepalingen van het koninklijk besluit van 20 januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheid van het Vast Wervingssecretariaat, dat uitdrukkelijk is opgeheven door artikel 30 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de wervings- en loopbaanexamens van het Rijkspersoneel.

Alvorens de reglementering van het koninklijk besluit van 20 januari 1939 opnieuw in werking te stellen, zal de Regering moeten uitmaken in welke mate die reglementering moet worden aangepast ten gevolge van wijzigingen in de statuutregelen aangebracht door de hervorming van 1964, zoals bijvoorbeeld, de samenvoeging onder de benaming bestuurssecretaris, van de vroegere graden van bestuurssecretaris en van bureauchef (artikel 30 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Rijksbesturen). Tot 31 juli 1964, werden de bestuurssecretarissen aangeworven op grond van een vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd en werden de bureauchefs benoemd na een vergelijkend examen voor overgang naar de hogere categorie. Uit het ontwerp volgt dat er bestuurssecretarissen zullen zijn die zullen zijn aangeworven op grond van een vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd, en andere, die zullen worden benoemd na een vergelijkend overgangsexamen.

Deze opmerking geldt ook voor de overige artikelen van het ontwerp die opgeheven teksten opnieuw in werking stellen, zoals de artikelen 1, 4 en 10.

+ +

Het lijkt onmisbaar in het derde lid nader te bepalen dat tot de regelen van het vergelijkend examen mede behoren de bepalingen tot vaststelling van de volgorde waarin de geslaagden in dienst worden geroepen. Artikel 20 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 stelt immers bijzondere bepalingen voor de indiensttreding, waarvan het ontwerp afwijkt.

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld, artikel 3 als volgt te lezen :

"Artikel 3.-

§ 1. In afwijking van artikel 29 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, staan de vergelijkende wervingsexamens alleen open voor gegadigden die er als buitenstaanders aan deelnemen.

§ 2. In afwijking van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de wervings- en de loopbaanexamens van het Rijkspersoneel, zijn de regelen voor de vergelijkende wervingsexamens die welke waren vastgesteld in het koninklijk besluit van ..., gewijzigd bij de koninklijke besluiten van ...

.../...

Die regelen hebben betrekking op de vaststelling en de inhoud van het examenprogramma, op de inwendige organisatie van de examens, op de manier van kwoteren, op de bevoegdheid die van de leden der examencommissies wordt geëist, op de aanwijzing van die leden, op het bepalen van de overheid die met de organisatie van het examen is belast en op de volgorde waarin de geslaagden in dienst worden geroepen".

Artikel 4.

De nieuwe statuutregelen die op 1 augustus 1964 in werking zijn getreden, hebben een nieuwe terminologie ingevoerd die soms, maar dan in een verschillende betekenis, een term uit het vroegere statuut overneemt (in zijn advies had de Raad van State hierover een opmerking gemaakt die overgenomen is in de algemene onderrichting van 31 juli 1964 betreffende de statutaire en geldelijke hervorming in de Rijksbesturen - Belgisch Staatsblad van 10 november 1964 - blz. 11794 en 11795). Als voorbeeld kan worden vermeld "de toelating tot de hogere categorie", die, in het vroegere statuut, de enige mogelijkheid van bevordering naar de hogere categorie was, en die vervangen is door twee mogelijkheden : "de toelating tot het hoger niveau" en "de overgang naar het hoger niveau". De statuutregeling van het ontwerp omvat tegelijk oude en nieuwe statuutregelen, hetgeen terminologische moeilijkheden oplevert. Bovendien bepaalt het eerste lid van artikel 4 : "de bevorderingen door toelating tot het hoger niveau zijn afhankelijk gesteld van het slagen voor een vergelijkend overgangsexamen". In deze volzin is de term "toelating", die niet voorkwam in het vroegere statuut, gebruikt in een andere betekenis dan

hij in het nieuwe statuut heeft. Wat de term "overgang" betreft, deze is genomen in de betekenis die hij in het vroegere statuut had. De voorgestelde tekst ondervangt de moeilijkheden welke deze onnauwkeurige terminologie oplevert.

+

+ +

Artikel 4 wijkt af van artikel 29 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939. Die afwijking zou in het eerste lid moeten worden vermeld. Met inachtneming van hetgeen hiervoren is opgemerkt, stelle men het eerste lid als volgt :

"In afwijking van artikel 29 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, zijn de bevorderingen tot een graad van het hoger niveau afhankelijk gesteld van het slagen voor een vergelijkend overgangsexamen".

In het derde lid geve men, om de reeds vermelde redenen, uitdrukkelijk de verordeningsbepalingen op die opnieuw in werking worden gesteld. Derhalve wordt voorgesteld, dit lid als volgt te lezen :

"De regelen voor de vergelijkende overgangsexamens zijn die welke waren vastgesteld in het koninklijk besluit van ..., gewijzigd bij de koninklijke besluiten van ...".

+

+ +

.../...

L	31	3	10	17	24	M
M	—	4	11	18	25	D
M	—	5	12	19	26	W
J	—	6	13	20	27	D
V	—	7	14	21	28	V
S	1	8	15	22	29	Z
DECEMBER						

29

L	—	7	14	21	28	M
M	1	8	15	22	29	D
M	2	9	16	23	30	W
J	3	10	17	24	31	D
V	4	11	18	25	—	V
S	5	12	19	26	—	Z
JANUARI 1980						

H. Eleonora

363 - 2

Ste-Eléonore

- 31 -

L. 9678/2.

wordt, het vierde lid als volgt te

erde lid bedoelde regelen zijn die
in artikel 3, § 2, tweede lid".

+

+ +

Zaterdag-Samedi 29-12-1979

Gelet op de tekst die voor het eerste lid is voor-
gesteld, leze men het zesde lid als volgt :

"Indien het gedurende dit tijdperk nodig is
bevorderingen te doen tot de graad van het hogere niveau,
waarnaar zij hebben medegedongen, worden die bevorderingen
hun bij voorrang en in de orde van hun rangschikking
verleend".

Artikel 6.

Dit artikel draagt, onder voorbehoud van het ak-
koord van de Minister of van het bestuurshoofd, aan de
directieraad de bevoegdheid over om sommige aanvullende
verordeningen vast te stellen. Het wijkt zodoende af van
artikel 6 van het statuut van het Rijkspersoneel, waar
het een voor de Koning voorbehouden verordenende bevoegd-
heid overdraagt en het optreden van de Minister van het
Openbaar Ambt achterwege laat. De tijdelijke opschorting
van de regel krachtens welke de Minister van het Openbaar
Ambt optreedt, levert geen moeilijkheden op, maar de
overdracht aan de directieraad en aan het bestuurshoofd,
van een verordenende bevoegdheid welke de Grondwet aan
de Koning toekent, is voor kritiek vatbaar. Wel kan
worden aangenomen dat 's Konings verordenende bevoegdheid

.../...

tijdelijk aan de Minister wordt overgedragen om bijkomende kwesties te regelen en in afwachting van de algemene herziening van de organieke reglementen, maar zulk een overdracht kan niet worden gedaan aan een college van ambtenaren of aan een bestuurshoofd.

Voor het bepalen van de graden die toegang verlenen tot een andere graad zou dus alleen de Minister bevoegd moeten zijn, terwijl de directieraad alleen zou optreden om een advies te geven of een voorstel te doen. De tekst voorziet wel in het voorafgaand advies van de directieraad, maar dat advies zal de Minister niet binden. Als de tekst daarentegen zegt dat de directieraad een voorstel doet, zal de Minister van de door de directieraad voorgestelde oplossing niet kunnen afwijken of zal hij ten hoogste, ingeval hij met het voorstel niet instemt, de directieraad kunnen verzoeken hem nieuwe voorstellen te doen. Een voorstel van de directieraad ligt meer in de lijn van de bedoeling van de Regering zoals die uit het ontwerp blijkt, dan een advies van dat college.

Ongeacht de overheid die bevoegd zal zijn tot het vaststellen van de bepalingen ter uitvoering van artikel 6 van het ontwerp, zullen die bepalingen toch ter syndicale raadpleging moeten worden voorgelegd op grond van artikel 6 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten. Voorgesteld wordt, artikel 6 als volgt te lezen :

"Artikel 6.-

In afwijking van artikel 6 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het

Rijkspersoneel, kan ieder Minister, bij gemis van een organiek reglement en voor zover hij het nodig acht, voor elk van de graden die door verandering van graad of door verhoging in graad toe te wijzen zijn, de lijst vaststellen van de graden die toegang daartoe verlenen met inachtneming van de beroepskwalificatie vereist door de aard van het ambt dat met de toe te wijzen graad overeenstemt.

Het in het eerste lid bedoelde ministerieel besluit wordt vastgesteld op voorstel van de directieraad. Het mag niet afwijken van de eisen inzake rang of inzake anciënniteit, die voor de bevordering in de toe te wijzen graad gesteld zijn in het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel".

Artikel 7.

Gelast op de tekst die voor artikel 6 is voorgesteld, vervange men het woord "directieraad" door "Minister".

Artikel 8.

Deze bepaling wijkt af van de orde van de bevorderingen zoals die is vastgesteld in de artikelen 31 tot 34 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939. Die afwijking zou uitdrukkelijk moeten worden vermeld. Het artikel dient derhalve als volgt te worden gelezen :

"Artikel 8.-

In afwijking van de artikelen 31 tot 34 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, worden de bevorderingen ... toegekend in deze volgorde ... (zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 9.

Deze bepaling wijkt af van de artikelen 31 tot 33 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939. Die afwijking zou uitdrukkelijk moeten worden vermeld. Het artikel dient derhalve als volgt te worden gelezen :

"Artikel 9.-

In afwijking van de artikelen 31 tot 33 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, worden de bevorderingen door verhoging in een graad die ingedeeld is in rang 13, ongeacht of zij al dan niet afhankelijk zijn gesteld van het slagen voor een examen, door Ons toegekend na met redenen omkleed advies van de directieraad en volgens de procedure bepaald in artikel 26, §§ 1 tot 3, van genoemd koninklijk besluit.

De ambtenaren met de beoordeling "Zeer goed" hebben voorrang op alle andere gegadigden".

.../...

Artikel 10.

Om de redenen die reeds eerder zijn vermeld, moet de toepasselijk verklaarde tekst uitdrukkelijk worden aangegeven. Tenzij bijzondere teksten zich daartegen verzetten, dienen dus de woorden "is het reglement dat op 31 juli 1964 van toepassing was" te worden vervangen door "is het reglement dat op ... door de vaste wervingssecretaris vastgesteld en op ... gewijzigd is".

Artikel 11.

In dit artikel moeten de woorden "van een graad die ten hoogste gelijkwaardig is aan die afgeschafte graad" worden vervangen door "van een graad die gelijkwaardig is aan de afgeschafte graad of van een graad van een lagere rang dan die van de afgeschafte graad".

Uit dit artikel volgt dat de ambtenaar zal kunnen worden benoemd niet in de graad van de vacante betrekking, maar in de graad die afgeschaft is.

Artikel 12.

Dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 12.-

De toepassing van de aanvullende of bijzondere organieke bepalingen die de eisen voor benoeming in sommige graden vaststellen en ten vroegste op 1 augustus 1964 in werking zijn getreden, wordt opgeschort voor zover die bepalingen in strijd zijn met de afwijkingsregelen en de tijdelijke regelen in dit besluit vastgesteld".

.../...

Artikel 13.

Uit deze bepaling blijkt dat, in de besturen waar op 31 juli 1964 een organiek reglement bestond, de toepassing van het thans ontworpen besluit zal kunnen worden uitgesloten en dat de regelen die op 31 juli 1964 van kracht waren, opnieuw in werking zullen kunnen worden gesteld "met instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort". Het ontwerp laat na te bepalen welke overheid, met de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, zal kunnen besluiten tot de wijziging van de in het ontwerp bepaalde reglementering.

Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, zullen de in artikel 13 van het ontwerp aangekondigde verordeningsmaatregelen door de Koning worden vastgesteld. Dit artikel kan dan ook als volgt worden gelezen :

"Artikel 13.-

Koninklijke besluiten, vastgesteld na instemmen van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, kunnen de toepassing van dit besluit uitsluit in de Rijksbesturen waar op 31 juli 1964 een ter uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel vastgesteld organiek reglement van kracht was.

Die koninklijke besluiten kunnen beslissen o in de in het eerste lid bedoelde besturen, de benoemen tot graden die overeenstemmen met betrekkingen die 31 december 1967 vacant worden, zullen worden gedaan gans de regelen die op 31 juli 1964 van toepassing onder voorbehoud van de wijzigingen welke zij ever daarin mochten aanbrengen".

Artikel 14.

Volgens dit artikel houdt het ontwerp-besluit op uitwerking te hebben op 31 december 1967.

Nochtans kunnen krachtens artikel 13, tweede lid, zoals het is gesteld, zelfs na 31 december 1967 benoemingen worden gedaan op grond van de regelen welke het uitvaardigt; de enige daarin gestelde eis is immers dat de betrekking vóór die datum moet vacant geworden zijn.

Anderzijds kunnen, krachtens artikel 4, vijfde en zesde lid, de niet batig gerangschikte geslaagden voor het vergelijkend overgangsexamen, eventueel een bevordering krijgen binnen een termijn van drie jaar.

Artikel 14 zou dus met die toestanden rekening moeten houden en zou als volgt moeten worden aangevuld :

"... Het houdt op uitwerking te hebben op 31 december 1967 onder voorbehoud van de toepassing van de artikelen 4, vijfde en zesde lid, en 13, tweede lid".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : G. HOLOYE,	conseiller d'Etat,	président,
de Heren :	staatsraad,	voorzitter,
G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat,	
J. MASQUELIN,	staatsraden,	
J. ROLAND,	assesseurs de la	
	section de législation,	
R. PIRSON,	bijzitters van de	
	afdeling wetgeving,	
G. DE LEUZE,	greffier adjoint,	greffier.
	adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. DE LEUZE.

(s) G. HOLOYE.